

Les périls du tout-humanitaire

Arundhati Roy

Écrivaine, auteure du *Dieu des petits riens*, Gallimard, Paris, 1998

Le Monde diplomatique, Octobre 2004

ENTRE CEUX QUI PRENNENT les décisions et ceux qui doivent en supporter les effets, la distance, en raison de la mondialisation, n'a jamais été aussi grande¹. Des rencontres comme le Forum social mondial permettent aux mouvements locaux de résistance de réduire cet écart et de s'associer à leurs homologues des pays riches. Quand, par exemple, le premier barrage privé, celui de Maheshawar, a été construit, les liens entre le Narmada Bachao Andolan (NBA), l'organisation allemande Urgewald, la Déclaration de Berne en Suisse et le Réseau international des rivières à Berkeley ont permis d'écartier du projet toute une série de banques et d'entreprises internationales. Cela n'aurait pas été possible s'il n'y avait pas eu une solide résistance sur le terrain, et une amplification de la voix de ce mouvement local par des soutiens sur la scène mondiale, mettant dans l'embarras les investisseurs et les contraignant à se retirer. (...)

Parmi les risques auxquels sont confrontés les mouvements de masse, il faut parler de celui de l'« ONG-isation » de la résistance. Il serait aisé de tourner ce que je m'apprête à dire en accusation contre toutes les organisations non gouvernementales (ONG), mais ce serait un mensonge. Si, dans les eaux troubles des créations de fausses ONG, certains cherchent à siphonner des subventions ou à frauder le fisc, nombre d'ONG font un travail valable. Il importe toutefois de considérer le phénomène dans un contexte politique plus large.

En Inde, par exemple, le boom des ONG subventionnées a commencé à la fin des années 1980 et dans les années 1990. Cela a coïncidé avec l'ouverture des marchés indiens au néolibéralisme. À l'époque, l'État, se conformant aux exigences de l'ajustement structurel, restreignait les subsides destinés au développement rural, à l'agriculture, à l'énergie, aux transports et à la santé publique.

L'ÉTAT ABANDONNANT SON RÔLE traditionnel, les ONG ont commencé à travailler dans ces domaines. La différence, bien sûr, est que les fonds mis à leur disposition ne formaient qu'une minuscule fraction des coupes opérées dans les dépenses publiques. La plupart des ONG sont financées et patronnées par les agences d'aide au développement, qui sont à leur tour financées par les gouvernements occidentaux, la Banque mondiale, les Nations unies et quelques entreprises multinationales. Sans être identiques, ces agences font partie d'un ensemble politique aux contours flous qui supervise le projet néolibéral et dont la demande prioritaire est d'obtenir des coupes drastiques dans les dépenses gouvernementales.

Pour quelles raisons ces agences financent-elles les ONG ? Serait-ce seulement un zèle missionnaire démodé ? De la culpabilité ? C'est sans doute un petit peu plus que cela. Les ONG donnent l'impression de remplir le vide laissé par un État en retraite. Et c'est ce qu'elles font, mais d'une manière inconséquente. Leur contribution réelle est de

¹ Extrait d'une conférence donnée à San Francisco, Californie, le 16 août 2004 (traduit de l'anglais).

désamorcer la colère et de distribuer au compte-gouttes, sous forme d'aide ou de bénévolat, ce à quoi les gens devraient normalement avoir droit.

Les ONG altèrent la conscience publique. Elles transforment les gens en victimes dépendantes et émoissent les angles de la résistance politique. Elles forment une sorte d'amortisseur entre le *sarkar* et le *public*², entre l'Empire et ses sujets. Elles sont devenues les arbitres, les interprètes, les entremetteuses.

Sur le long terme, les ONG sont responsables envers leurs donateurs, pas envers les gens parmi lesquels elles travaillent. Elles sont ce que les botanistes appelleraient un indicateur d'espèce. Plus la dévastation causée par le néolibéralisme est importante, plus elles prolifèrent. Rien n'illustre cela de manière plus poignante que les États-Unis s'appêtant à envahir un pays et préparant simultanément les ONG à s'y rendre pour nettoyer les dégâts.

POUR ÊTRE SÛRES que leur financement n'est pas mis en péril et que les gouvernements des pays dans lesquels elles travaillent vont leur permettre de fonctionner, les ONG doivent présenter leur travail d'une manière superficielle plus ou moins détachée du contexte politique ou historique, en tout cas d'un contexte historique ou politique dérangeant.

Les appels de détresse apolitiques - et donc, en réalité, éminemment politiques - en provenance des pays pauvres et des zones de guerre présentent au final les (sombres) gens de ces (sombres) pays comme des victimes pathologiques. Encore un Indien sous-alimenté, encore un Éthiopien mourant de faim, encore un camp de réfugiés afghans, encore un Soudanais mutilé... et tous en grand besoin de l'aide de l'homme blanc. Sans le vouloir, les ONG renforcent les stéréotypes racistes et mettent l'accent sur les succès, les avantages et la compassion (aimante et sévère) de la civilisation occidentale. Elles sont les missionnaires séculaires du monde moderne.

AU BOUT DU COMPTE - sur une plus petite échelle, mais de manière plus insidieuse -, le capital mis à la disposition des ONG joue le même rôle dans les politiques alternatives que les capitaux spéculatifs qui entrent et sortent des économies des pays pauvres. Il commence par dicter l'ordre du jour. Il transforme ensuite la confrontation en négociation. Il dépolitise la résistance et interfère avec les mouvements populaires locaux, qui sont traditionnellement indépendants. Les ONG manient des budgets leur permettant d'employer des personnels locaux, qui auraient autrement été des militants dans les mouvements de résistance, mais qui désormais peuvent sentir qu'ils font le bien de manière immédiate et créative (et tout cela en gagnant leur vie). La réelle résistance politique n'offre pas ce genre de raccourcis.

² En hindi, on distingue le *sarkar*, le gouvernement, du *public* au sens strict: la population (NdT).